



PRÉFET DU NORD

Lille, le 19 JUL 2021

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service Eau Nature et Territoires

Unité Biodiversité

Nos réf. :

Vos réf. : AEU_59_2020_112_OUTINORD A SAINT AMAND LES EAUX

Affaire suivie par : Alexis Duhamel

Tél. : 03.28.03.84.05 - Fax : 03.28.03.83.80

Courriel : alexis.duhamel@nord.gouv.fr

Le Chef de Service Eau Nature et Territoires

à Monsieur le Préfet de la Région Nord-Pas de Calais
Préfet du Nord
Direction des Politiques Publiques
Bureau des ICPE
12 rue Jean Sans Peur
59039 LILLE cedex

Objet : Demande d'avis dans le cadre de l'analyse de la recevabilité d'un dossier d'autorisation unique concernant le projet de régularisation de l'usine OUTINORD sur la commune de Saint Amand-les-Eaux AEU_59_2020_112 - Compléments

Vous avez sollicité l'avis de la DDTM sur les compléments apportés au dossier concernant le projet de régularisation de l'usine OUTINORD sur la commune de Saint Amand-les-Eaux par l'intermédiaire d'ANAE le 03/06/2021. Le dossier a reçu avis défavorable de la part de notre service lors d'une première instruction.

La régularisation porte sur les évolutions suivantes :

- Suppression de la chaîne de peinture liquide (chaîne 1) ;
- Remplacement de la cabine de peinture liquide tôlerie ;
- Remplacement de la tour aéroréfrigérante par un groupe froid ;
- Augmentation du volume de bain de traitement de surface

Concernant la gestion des eaux :

Même si les évolutions ne modifient pas en profondeur cette thématique, le dossier manque de clarté et doit être complété comme précisé dans notre 1^{er} avis.

Concernant la gestion des eaux pluviales :

De même, les évolutions n'impactent pas la gestion des eaux pluviales. Cependant, le dossier doit être plus précis. Il est également nécessaire qu'une autosurveillance régulière soit imposée à l'entreprise.

Concernant l'alimentation et la consommation en eau :

Par arrêté préfectoral du 25-04-2012, la consommation annuelle d'eau autorisée est de 4 000 m³ via le réseau d'adduction d'eau potable (pour un débit maximal autorisé de 13,4 m³/h).

Actuellement, la consommation est dépassée, puisque l'entreprise OUTINORD consomme près de 7 000 m³/an. Le dossier n'apporte pas d'explications et n'est pas assez précis (par exemple en page 76, il

est noté tantôt une consommation de 1 000 m³ d'eau et quelques lignes suivantes, il est noté 1 500 m³ par l'unité OUTINORD Location).

La consommation d'eau réelle de l'usine Outinord et de sa filiale Outinord location n'est pas claire. La consommation exacte de chaque entité doit être précisée, ainsi que leur consommation d'eau annuelle respectif autorisée.

Durant les 4 années de sécheresse (2017-2018-2019-2020), les nappes phréatiques ont fortement été sollicitées. Les arrêtés préfectoraux dits « arrêtés sécheresse » en découlant, dont le dernier est échu au 31 octobre 2020, ont contraint la population, les entreprises et les services à réduire leur consommation en eau. En alerte et en alerte renforcée, les ICPE doivent diminuer leurs consommations d'eau, ce qui n'a pas été le cas manifestement de cette entreprise.

La régularisation ne peut avoir pour objet d'entériner le non-respect de l'arrêté précédent et de mesures de restrictions qui ont été imposées. Une étude technico-économique de réduction des consommations est donc nécessaire, à la fois pour examiner les possibilités de réduction des consommations structurelles (recyclage des eaux de lavage, récupération d'eau de pluie...), et définissant les réductions progressives à appliquer en cas d'arrêté sécheresse.

Concernant la protection des eaux souterraines

Le dossier ne situe pas le périmètre de protection rapproché de captage situé à environ 1 km au Sud-Ouest, c'est-à-dire dans le sens indiqué d'écoulement des eaux souterraines.

Il convient donc de limiter tout risque de pollution, pour tout ce qui est stockage extérieur en particulier. Or, un arrêté du 6 février 2019 met en demeure Outinord de respecter les conditions de stockage.

Au regard de ces éléments, le dossier (étude d'impact et étude de danger) est insuffisamment précis à la fois sur la localisation des stockages à risque et sur les rétentions à mettre en place.

Conclusion

Ainsi, dans l'attente des éléments complémentaires développés ci-dessus, et en l'état actuel du dossier, nous émettons un avis réservé au présent projet. Nous attendons de la part de l'entreprise de clarifier la problématique de leur consommation annuelle d'eau autorisée ainsi que les éléments réponses apportés par le pétitionnaire suite à l'arrêté du 5 février 2019.

Isabelle DORESSE



Responsable du Service Eau et Environnement